

Marché N°

Objet du marché : TRAVAUX DE IEC PROMOTION HYGIENE ET
ASSINISSEMENT DANS LA REGION DE

.....

FINANCEMENT :

Montant H.T.V.A. : _____ Ariary
TVA 20% : _____ Ariary
Montant TTC : _____ Ariary

Titulaire :

Adresse :

N° Statistique :

N.I.F. :

Date de signature du CPS par le titulaire :

Date de l'approbation du Marché :

Date de la notification du Marché :

Délai d'exécution : _____ (__ mois)

Entre

Et

désignée ci après par le « TITULAIRE » d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Chapitre I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Objet du contrat et localisation des activités :

Le présent marché contrat concerne la réalisation d'un programme de promotion à l'Hygiène et Assainissement , dans le cadre du programme Ce programme concerne la (les) localité(s) de :

Commune de : _____ Région : _____
District : _____ Province : _____

OBJET ET FORME DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet la réalisation des travaux de réalisation de ____ promotion à l'Hygiène et assainissement dans la région de _____ indiquée dans l'annexe 1 du présent cahier de prescriptions spéciales (CPS) par le Titulaire pour le compte de l'Administration.

C'est un Marché à prix unitaires passé dans le cadre des dispositions du décret 98-559 du 06 août 1998, portant réglementation des marchés publics.

PIECES CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le titulaire s'engage à exécuter le présent Marché conformément aux dispositions des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité, documents auxquels il reconnaît un caractère contractuel.

Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales désigné ci-après par le CPS

L'Annexe N°1 au CPS "Spécifications particulières des travaux et méthodologie du Titulaire dans son offre"

L'Annexe N°2 au CPS " Bordereau Détail Estimatif "

L'Annexe N° 3 au CPS " La liste de tous les moyens matériels et personnel que le Titulaire s'engage à affecter sur le chantier"

L'arrêté N° 1008 – FIN du 06 mars 1970 constituant cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics des travaux désigné ci-après par le "CCAG" et ses modificatifs publiés avant le quinzième jour précédant la date de signature du CPS par le Titulaire.

En cas de discordance entre les documents ci-dessus, c'est la pièce portant rang prioritaire qui fait loi des parties contractantes.

CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations qui doivent être assurées par le titulaire dans les conditions prévues par le présent CPS et selon les spécifications particulières données en annexe 1 au dit CPS concernent les travaux de réalisation de ____ promotion à l'hygiène et assainissement dans région de _____ dont la liste des localités est la suivante :

District	Commune	Village

AUTORITE CHARGÉE DE CONTRÔLE

L'Autorité chargée du contrôle de l'exécution du Marché, sera désignée par une décision de l'Administration avant tout commencement des travaux.

CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

PROGRAMME DES TRAVAUX

Le Titulaire soumettra le programme d'exécution des travaux à l'agrément de l'Autorité Chargée du contrôle de l'exécution du Marché, dans un délai de Quatre (04) jours à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Le titulaire indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer et précisera l'échelonnement correspondant, dans le temps pour chaque catégorie d'ouvrage, ainsi que les dates auxquelles il s'engage à mener le matériel à pied d'œuvre, en état de fonctionner.

L'Autorité Chargée du contrôle disposera d'un délai de Quatre (04) jours pour faire connaître ses observations sur les dispositions proposées.

Le Titulaire dispose d'un délai de Quatre (04) jours à dater de la réponse de l'Autorité Chargée du contrôle pour formuler par écrit ses observations à l'égard des dispositions relatives aux moyens et procédés d'exécution que cette autorité pourrait prescrire. Passé ce délai, il est censé les avoir acceptés.

Il est spécifié que l'agrément donné par l'Administration aux moyens et procédés d'exécution envisagés par le titulaire comme le caractère tacite de l'acceptation par ce dernier des dispositions prescrites par l'Administration ne diminue en rien la responsabilité du titulaire quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de l'Administration et quant au respect des clauses du Marché.

DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LES TRAVAUX

Avant toute exécution, le Titulaire devra établir à ses frais les plans d'exécution en respectant le processus décrit. Cette méthodologie devra être soumise à l'agrément de l'Autorité Chargée de contrôle.

RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ET COORDINATION DES TRAVAUX

Le Titulaire ou son représentant dûment mandaté est tenu d'assister aux réunions de chantiers périodiques organisées par l'Autorité Chargée de Contrôle.

SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'ensemble des prestations sauf dispositions contraires prévues au Marché. Le Titulaire ne peut sans autorisation préalable et écrite de l'Administration sous-traiter une partie quelconque des prestations.

L'autorisation au Titulaire de sous-traiter ne le dégage pas de ses obligations contractuelles. Ainsi, le Titulaire demeure responsable de toute action, défaillances ou négligences, de ses sous-traitants dans les mêmes conditions que lorsqu'il s'agit d'actions, défaillances ou négligences, commises par lui-même.

FORCE MAJEURE

Si le titulaire invoque le cas de force majeure pour conditions météorologiques exceptionnelles sa demande ne sera examinée que dans les cas suivants :

Vents : si les vents enregistrés à la station météorologiques la plus proche dépassent cent vingt (120) km/h. La période d'application ne portant que sur les journées où aurait été observé le vent dépassant cette vitesse au moins une fois dans la journée.

Pluies : si dans une période de trente (30) jours consécutifs, le nombre de jours de pluie supérieure à quatorze (14) millimètres a dépassé dix (10) jours, la valeur moyenne correspondant à ces jours de pluie supérieure à quatorze (14) millimètres devant être supérieure à vingt (20) millimètres

Par dérogation au paragraphe premier de l'article 50 du CCAG, le Titulaire pourra seulement prétendre à l'augmentation du délai d'exécution, si un cas de force majeure lié à des conditions météorologiques est retenu. Il est précisé que le seul constat de ces conditions exceptionnelles ne saura être suffisant pour l'obtention d'un délai supplémentaire, le Titulaire devra de plus apporter la preuve que les conditions météorologiques précitées sont la cause directe du retard subi sur le chantier, sous réserve, par ailleurs, que les périodiques d'exécution des travaux soient conformes au planning approuvé par l'Autorité Chargée du contrôle.

DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à _____ **MOIS** (____**mois**) à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

RECEPTIONS

La réception définitive sera prononcée au terme du contrat sur demande du Titulaire après contrôle du maître d'ouvrage ou son représentant.

PENALITES DE RETARD

A défaut par le Titulaire d'avoir exécuté les prestations dans le délai fixé à l'article 13 ci-dessus, il sera appliqué par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable, une pénalité de UN DEUX MILLIEME (1/2.000ème) du montant du Marché.

Par dérogation de l'article 38 du C.C.A.G "travaux", le montant des pénalités pour retard d'exécution de la totalité des travaux ne pourra être supérieur à VINGT POUR CENT (20%) du montant initial hors TVA du Marché, éventuellement modifié par avenant.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET DIVERSES

MONTANT DU MARCHE

Le montant du Marché est estimé à la somme globale de _____
(_____ **Ariary**), y compris la Taxe sur la Valeur Ajoutée de VINGT (20) pour CENT (%) d'un montant de _____
_____ (**Ariary**) tel qu'il ressort du Bordereau Détail Estimatif.

REVISION DE PRIX

Les prix convenus sont fermes et non susceptibles de révision.

NANTISSEMENT

Est désigné comme comptable assignataire des paiements : le Payeur Général d'Antananarivo.

L'Agent chargé de fournir des renseignements énumérés au paragraphe 1 de l'article 100 du décret N° 98-559 du 06 août 1998 est l'Autorité définie à l'article 4 du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le présent Marché est soumis aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 145 du décret N° 98-559 du 06 août 1998 portant réglementation des marchés publics, mais est dispensé du droit de timbre.

AVANCE

A la demande de l'Entrepreneur, une avance de démarrage peut être versée à l'Entrepreneur. Dans ce cas le décompte provisoire relatif à l'avance de démarrage portera le numéro zéro (0).

Elle devra être garantie à cent (100) pour cent par une caution bancaire. Cette avance est fixée à 20 pour cent (20%) du montant du marché.

Le paiement de l'avance, qui est subordonné à la fourniture d'une caution, doit intervenir dans les quinze jours à compter de la fin de la quinzaine où est intervenu le dernier des événements suivants:

Notification de l'ordre de service;

La réception de la caution d'avance.

Les remboursements se feront par retenue de 20 % sur chaque décompte payé entre 30 et 80 pour cent de l'avancement des travaux.

MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au titulaire sera effectué après achèvement des prestations par application des prix unitaires dans le Bordereau de Détail Estimatif et aux quantités réellement exécutés prise en attachement contradictoires:

LIEU ET MODE DE PAIEMENT

Les paiements des sommes dues au titulaire au titre du présent Marché, seront effectués à la Banque _____ N° _____
et dont l'intitulé est le suivant : _____

DOMICILE

Le Bureau désigné pour l'application éventuelle des dispositions du paragraphe premier de l'article 10 du C.C.A.G est celui de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

(Lu et accepté en manuscrit)

Présenté le

LE TITULAIRE

ANNEXE I AU CPS

SPECIFICATIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX ET METHODOLOGIE DU TITULAIRE

SPECIFICATIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX

Les présentes spécifications particulières fixent les conditions d'exécution de travaux de _____ promotion à l'Hygiène et Assainissement dans la région de _____

Les travaux sont financés par _____ et qui sont payés entièrement en Ariary.

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

DISPOSITIONS GENERALES

L'intervention **de l'adjudicataire** pour la Promotion à l'Hygiène et Assainissement dans la région de _____, sera basée sur l'approche participative. Les actions de la mobilisation communautaire porteront sur l'encadrement de bénéficiaires qui devront s'organiser pour leur participation dans les travaux.

Il est prévu de réaliser _____ Promotion à l'Hygiène et Assainissement

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Consistance des actions à réaliser

Les tâches que **l'Adjudicataire** devra exécuter sont les suivantes :

Les actions d'accompagnement consistent en :

- Prise de contact pour une présentation des actions auprès des autorités locales
- Réunion d'information et présentation des actions dans les villages présélectionnés
- Etablissement de la situation Zéro
- Sensibilisation aux aspects Hygiène et Santé par le biais de moyens pédagogiques adaptés et se basant sur les 3 messages « clé » de WASH
- Accompagnement de la communauté à la mise en place d'une planification des actions
- Formation des maçons locaux pour la construction des dalles/latrines
- Mobilisation de la participation des bénéficiaires pour la réalisation de la planification
- Sensibilisation et formation des bénéficiaires à l'utilisation et à l'entretien des latrines

Compte rendu des activités

La participation communautaire sera surtout marquée par la fourniture des matériaux locaux (graviers, sable), la fourniture des mains-d'œuvre non spécialisées pour l'exécution des fouilles

L'Adjudicataire effectuera les travaux par son personnel et ses matériels.

L'organisme chargé du contrôle de surveillance assurera le contrôle de la conformité aux termes du contrat les travaux réalisés par le titulaire, à ce titre il certifie l'exactitude des attachements pour le paiement de l'Adjudicataire

Contenu des actions d'accompagnement

Actions d'accompagnement pour les latrines publiques :

Les latrines publiques sont destinées à être construites à proximité des écoles, des centres de santé et des marchés et à être gérées par les responsables de ces infrastructures collectives (direction de l'école ou du centre de santé, exploitant du marché)

Les conditions fixées pour que ces établissements à caractère social puissent bénéficier de ces investissements sont les suivantes :

- Mise en place d'une organisation de gestion fonctionnelle,

- Instauration d'un fonds d'entretien de la latrine par les organisations bénéficiaires : comité de gestion du centre de santé, association des parents d'élèves, groupement/association de commerçants...

- Prises de contact dans les localités concernées avec les autorités locales et les responsables des établissements concernés pour leur présenter le projet et les conditions de réalisation des latrines publiques.

- Formation des maçons locaux

- Assistance dans la mise en place d'un système viable pour l'entretien et l'utilisation durable des latrines.

Actions d'accompagnement pour les latrines familiales

Le titulaire aura la charge de prendre contact avec les autorités locales (administratives, coutumières et religieuses) afin de présenter les activités et le planning du programme. Le titulaire réalisera une série de réunions auprès des communautés concernées avec pour objectifs :

- Informar la population et de présenter l'offre de l'action et les conditions d'adhésion

- Sensibiliser la population à l'intérêt de l'utilisation des latrines améliorées

- Mobiliser les participants aux travaux pour la réalisation de la planification

L'Adjudicataire proposera dans son offre l'approche méthodologique et les moyens d'animation sanitaire qu'il entend développer dans le cadre de l'exécution de l'action de mobilisation

Matériel d'exécution

L'Adjudicataire assurera les transports sur site et matériels et des équipes d'animateurs. Il disposera d'autant d'ensembles de moules San Plat qu'il y aura de maçons en activité et de tout l'équipement nécessaire à l'exécution du programme d'animation et des travaux à réaliser

Description des latrines à promouvoir

La promotion de latrines hygiéniques avec dalle San plat ou la dalle porcelaine ou une dalle lavable, ainsi que l'utilisation des fosses étanches.

DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL

CONTEXTE

D'après les termes de référence, il s'agit de réaliser ____ promotion à l'hygiène et à l'assainissement dans la région de_____.

COMPREHENSION DE LA MISSION

METHODOLOGIE

Organisation de travail:

Durée

PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

ANNEXE 2 AU CPS

BORDEREAU DETAIL ESTIMATIF

Devis estimatif de travaux de promotion à l'hygiène et assainissement (valant bordereau de prix unitaires)	Unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total
Actions de prise de contact, réunion d'information et étude du milieu				
Socio organisateur	Hj	80 000	1	
Animateur	Hj	50 000	9	
Sensibilisation				
Spécialiste en Assainissement Promotion à l'Hygiène (APH)	Hj	100 000	2	
Animateur	Hj	50 000	12	
Formation des maçons et des bénéficiaires				
Technicien en maçonnerie	Hj	40 000	5	
Spécialiste en Hygiène et assainissement	Hj	100 000		
Mobilisation pour participation et réalisation de la planification				
Socio organisateur	Hj	80 000		
Spécialiste en Hygiène et assainissement	Hj	100 000		
Animateur	Hj	50 000		
Frais de formation				
Frais	j	60 000		
Transport	j	160 000		
Rapport	Hj	80 000		
TOTAL				
TVA 20 %				
TOTAL GENERAL				